

## Introduction

# Drogue et reproduction sociale dans le Tiers Monde <sup>1</sup>

Éric Léonard \*

L'objectif de ce numéro d'*Autrepart* est d'explorer, à partir de la présentation de cas concrets, les conditions dans lesquelles les différentes facettes du trafic de drogue (production, commerce, consommation, recyclage des profits dans la sphère légale) peuvent apparaître comme une alternative viable de reproduction <sup>2</sup> à l'échelle de groupes sociaux confrontés à une situation de crise, ainsi que les conséquences sociales, économiques, institutionnelles de l'engagement de certains membres de ces groupes dans ce type d'activité. Ce cadrage implique l'ancrage de la « problématique drogue » dans un contexte social, historiquement et géographiquement situé. En outre, la référence implicite à la crise (la « fragilisation ») des groupes considérés peut apparaître comme un biais réducteur à l'étude « scientifique », objective, de ce phénomène. Ce parti-pris repose sur un constat simple : la coïncidence entre les grandes phases de développement du commerce mondial et d'intégration des sociétés nationales, puis locales, au marché international, et les principales périodes d'essor de la production et du trafic de stupéfiants (seconde moitié et dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle) conduit à s'interroger sur les rapports existant entre les transformations du champ social induites par cette intégration et l'extension du trafic (au moins de certaines de ses composantes) dans une majorité des pays en développement et, singulièrement, dans les portions de leur territoire et les parties du corps social qui apparaissaient les plus vulnérables aux chocs économiques.

Depuis une dizaine d'années, avec la prise en compte croissante du trafic international de drogue dans les relations Nord-Sud et la définition des politiques de développement, les travaux sur le sujet, qu'ils soient de nature scientifique ou journalistique, se sont multipliés. On trouve ainsi de nombreux articles et ouvrages en langue anglaise ou espagnole portant sur ce thème, en particulier sur

---

\* Agroéconomiste, Orstom, Mexique.

1 Je remercie Jean-Yves Marchal et Pascale Phélinas pour l'aide qu'ils m'ont apportée dans la coordination de ce numéro.

2 Le terme de reproduction peut apparaître désuet – et restrictif dans la mesure où il introduit l'idée d'une « reproduction en l'état » – à ce stade de l'exposé ; je justifierai son emploi au fil de cette introduction.

celui de filière coca-cocaïne, de loin la plus médiatisée<sup>3</sup>. Les réflexions développées dans le cadre de cette introduction concernent, de façon plus modeste et restrictive, les travaux francophones existants, moins abondants que les précédents, mais peut-être aussi plus variés au regard des filières et des espaces géographiques concernés. De façon générale, l'accent médiatique mis sur la dimension géopolitique du narcotrafic, ses effets déstabilisants sur les systèmes démocratiques en construction et le processus de globalisation financière ont fréquemment conduit les auteurs de ces travaux, qu'ils soient ou non francophones, à privilégier les analyses macroéconomiques ou macrosociales<sup>4</sup> : un bon nombre d'entre eux se sont attachés à évaluer la dimension et l'impact économique du trafic *international*, en *mesurant* les revenus qu'il génère à partir des indicateurs que son caractère illégal et occulte laisse à la disposition du chercheur (saisies de drogues, flux financiers enregistrés au niveau des statistiques bancaires ou de la balance des paiements, évaluations des surfaces cultivées). Outre le fait que ces contraintes sont susceptibles d'induire un biais dans la méthode<sup>5</sup>, de telles approches ont pour inconvénient de laisser dans l'ombre les *processus* d'insertion de l'économie de la drogue dans les contextes *locaux* et les ressorts sociologiques du développement de ce phénomène dans une majorité de pays en développement (y compris ceux de l'ancien bloc socialiste).

Dans leur majorité, les travaux présentés dans ce recueil se caractérisent par leur fort contenu factuel, empirique, et par l'utilisation qui y est faite des données de première main. Il s'agit d'un parti-pris délibéré qui a guidé la réalisation de ce numéro : si l'on peut reprocher à certains de ces articles leur manque de référence aux travaux théoriques existant sur ce sujet, ils montrent dans leur ensemble combien les approches indirectes, à fort contenu empirique, sont à même d'enrichir la compréhension du « phénomène drogue ». L'accès aux données a en effet été rendu possible par une conception originelle beaucoup plus large du champ de la recherche : les transformations globales d'un champ social ou d'un territoire, conception qui requerrait une insertion durable dans le milieu social étudié, une compréhension fine de son organisation et de son fonctionnement et, finalement, l'accès à des données qui, dans un autre contexte, auraient été occultées à l'observateur extérieur. Dans le cas où le trafic de drogue était présenté comme l'objet

---

3 Une liste indicative est fournie en annexe de cette introduction ; je remercie Javier Herrera pour les références qu'il m'a aimablement communiquées.

4 Parmi les travaux en langue française les plus représentatifs de ce type d'approche, on peut citer, de façon non exhaustive, les articles de G. Fonseca, P. Kopp et J. Cartier-Bresson dans le numéro 131 de la revue *Tiers Monde* [1992] ; ceux de P. Salama et M. Schiray dans le numéro 185 de la revue *Futuribles* [1994] ; N. Hardinghaus [1996] ; P. Kopp [1997] ; A. Labrousse [1988 et 1991] ; R. Laserna [1995].

5 En l'absence de données fiables sur les flux réels, les mesures reposent fréquemment sur des évaluations de la consommation dans les pays industrialisés. Sauf quelques exceptions notables (Brésil, Thaïlande, Afrique du Sud), le marché intérieur des pays du Sud, qu'ils soient ou non producteurs de drogues, est en revanche rarement pris en compte alors que, par exemple, on considère que l'essor de la production de dérivés de l'opium depuis le milieu des années quatre-vingt est directement lié à l'accroissement du nombre d'héroïnomanes au Pakistan, en Inde, en Thaïlande, en Malaisie et à Hong Kong [Fonseca, 1992], ou que le marché ouest-africain absorbe la plus grande partie de la production régionale de dérivés du cannabis [OGD, 1996 a]. De même, les analyses s'appuyant sur une évaluation des flux occultes de devises pèchent à différencier les capitaux provenant du narcotrafic des autres sources d'argent « sale » (fraude fiscale, corruption, vols et rackets).

même de la recherche, c'est à travers un positionnement déontologique et scientifique précis et lisible vis-à-vis des institutions qu'il a été possible de formaliser et sécuriser les relations du chercheur avec ses informateurs (voir à cet égard l'annexe à l'article de C. Geffray).

Au-delà des similitudes qu'ils présentent quant à « l'enracinement social » des phénomènes étudiés, les travaux réunis dans ce recueil posent un certain nombre de prémisses à la compréhension qualitative du « phénomène drogue » dans les sociétés en développement. Le premier, et non le moindre, réside dans la conviction que le développement de la production et du trafic de drogues doit nécessairement être considéré dans une perspective historique, en particulier en référence aux crises qui ont marqué l'évolution des sociétés et aux réponses spécifiques qui leur ont été apportées.

### **La prise en compte des crises sociales et des contextes locaux : les apports de l'Histoire**

Même dans le cas de sociétés où la production et la consommation de stupéfiants sont considérées comme des éléments d'une tradition et ont une dimension autant culturelle qu'économique (opium chez les montagnards du Triangle d'or, coca chez les paysans andins, voir les articles de B. Vienne et de D. Dory et J.-C. Roux), leur développement comme phénomène de masse s'identifie aux phases historiques de crise qu'elles ont traversées, le plus souvent du fait de l'intervention de facteurs d'origine d'exogène. La production d'opium, considérée de nos jours comme un élément central dans la culture des ethnies montagnardes du Nord de la Thaïlande, a en fait été adoptée par ces dernières vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'instigation de l'État chinois qui cherchait à contrecarrer les effets déstabilisants sur sa balance des paiements des importations massives – et clandestines – d'opium britannique (Vienne); de même, l'extension de la culture de la coca dans certaines régions des Andes (région de Quillabamba au Pérou, Yungas de La Paz en Bolivie) a répondu aux incitations des colonisateurs espagnols qui cherchaient à accroître l'approvisionnement en feuilles des mines boliviennes afin d'y augmenter la productivité des travailleurs indiens (Dory et Roux). Dans les deux cas, la diffusion des cultures de drogues à de nouveaux territoires s'est inscrite dans le cadre d'une crise sociale à l'échelle d'une nation, et pour répondre aux besoins d'une toxicomanie de masse, fomentée par des puissances coloniales<sup>6</sup>.

De nos jours, l'intégration au « marché global » d'agricultures se caractérisant par leurs faibles niveaux de productivité, la mise en concurrence des paysans du Tiers Monde avec les producteurs des pays industrialisés – lesquels disposent de

---

6 S'agissant de la feuille de coca, ces considérations peuvent prêter à polémique, en particulier dans le contexte andin, où son usage traditionnel est opposé à l'amalgame hâtivement fait entre coca et cocaïne dans le cadre des politiques d'éradication des cultures illégales. Il n'en demeure pas moins que ce sont les principes actifs de la feuille de coca, qui sont à l'origine des phénomènes de pharmacodépendance et que l'on retrouve hautement concentrés et toxiques dans le sulfate de cocaïne, qui ont fait l'objet de l'intérêt des colonisateurs espagnols et ont motivé sa consommation à une large échelle –, celle-ci étant beaucoup moins répandue qu'on ne le croit généralement aux temps préhispaniques.

surcroît de toute une panoplie de subventions directes ou déguisées – ou avec d'autres agriculteurs du Sud bénéficiant de rentes différentielles de nature écologique (comme c'est le cas pour les producteurs de cacao africains qui sont confrontés à la concurrence des zones pionnières d'Asie du Sud-Est, voir Léonard dans ce recueil) est porteuse de crises dont les dimensions potentielles sont comparables à celles qui ont accompagné les grandes phases d'expansion du colonialisme européen. La mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) et la suppression des soutiens publics à l'agriculture qui en a découlé (retrait des subventions aux intrants et aux prix des produits agricoles, contraction du crédit agricole, privatisation et dégraissage des entreprises et des services publics <sup>7</sup>) ont accru la fragilité des agricultures paysannes en même temps qu'elles contribuaient à fermer les soupapes de sécurité qu'avait pu représenter pour ces dernières, plusieurs décennies durant, la croissance des grandes métropoles.

La mondialisation des échanges a un impact similaire sur la viabilité des entreprises qui opéraient auparavant dans des marchés protégés, largement régulés par les commandes publiques et par un cadre juridique limitant la concurrence extérieure. L'ouverture des marchés intérieurs et la contraction des commandes des États, liée à la mise en œuvre des PAS, ont considérablement affecté l'activité des entreprises nationales alors que, fréquemment, la réduction de l'offre de crédits bancaires et l'envol des taux d'intérêts (en particulier dans les économies affectées par une forte inflation et des dévaluations périodiques de la monnaie, comme ce fut le cas en Amérique latine au cours des années quatre-vingt, puis de nouveau en 1995-96, ou en Asie du Sud-Est actuellement) limitaient dans le même temps l'accès aux capitaux pouvant permettre une modernisation de l'appareil productif. Dans un tel contexte, on peut, avec B. Castelli, être surpris par l'accroissement de l'activité immobilière dans les principales villes de l'Arc andin au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt, alors même que la valeur réelle des financements à la construction avait fléchi de 20%.

La mondialisation du narcotrafic au cours des vingt dernières années, qui a impulsé l'expansion des productions de drogues à des régions qui n'avaient aucune tradition en la matière (Mexique, Colombie, Afrique de l'Ouest), apparaît en fait indissociable du processus de globalisation et des bouleversements économiques, sociaux, institutionnels qui en dérivent. La libéralisation des marchés, si elle est à l'origine de crises conjoncturelles, offre parallèlement des solutions à ces dernières, la « marge », la sphère illégale, ne constituant que l'un des versants du marché global. Si, au cours des étapes récentes de l'extension des productions et du trafic de drogues, les acteurs qui ont joué un rôle central dans la diffusion de l'innovation – et qui en ont tiré les plus gros profits – ont pu appartenir à des secteurs accommodés, mieux insérés dans les réseaux marchands et politiques, il n'est pas moins vrai que les couches les plus pauvres de la population rurale et urbaine ont fourni le gros des bataillons de producteurs (directs ou métayers), manœuvres, petits passeurs et sicaires qui constituent les « forces vives » du trafic.

---

7 Les articles de Cortes et de Dory et Roux, dans ce recueil, établissent une corrélation entre les licenciements de mineurs boliviens et l'établissement de nouveaux producteurs de coca dans les zones pionnières du Chapare.

Dans les métropoles du Tiers Monde (mais également dans les grandes villes d'Europe ou des États-Unis), les organisations du trafic trouvent un point d'insertion « dans les espaces de vacance des anciennes solidarités sociales », en se substituant à l'État défaillant dans les domaines de l'encadrement social, de la socialisation et de la redistribution qu'il assumait antérieurement [Rivelois, 1995]. Comme le montrent C. Brochier et M. Correia Coutinho dans leur article, les chefs du trafic remplissent dans les quartiers marginaux certaines fonctions de régulation et d'intégration sociale (création d'emplois dans la sphère illégale mais également dans des secteurs d'activité légaux, services urbains, crédit, sécurité sociale, sécurité publique) que les autorités et le reste de la population nient aux *favelados* frappés d'ostracisme. Ces interventions et « le positionnement opportuniste (des *capos* locaux) sur le créneau idéologique de la revanche de classe permettent de légitimer des pratiques criminelles qui, dans un autre contexte, auraient été condamnées » par la population des favelas. De ce point de vue, « le développement du trafic ne correspond pas plus à une oppression insurmontable (de la part des trafiquants) qu'à une réponse collective organisée à l'extrême pauvreté ».

Dans les zones rurales enclavées, là où les options économiques qu'offre la sphère légale tendent à se limiter aux cultures vivrières, dont les prix s'érodent au gré de l'ouverture des marchés, la production et le convoyage de drogues sont en passe de devenir la seule alternative de reproduction élargie pour les petites exploitations. Au regard des contraintes posées par une répression souvent violente, s'appuyant sur des moyens de détection et d'éradication sophistiqués, l'enclavement, l'absence de voies de communication, les reliefs escarpés, tous obstacles rédhibitoires à une insertion favorable dans le marché légal, représentent autant d'« avantages comparatifs » au développement des cultures et du transit des drogues. Les réseaux du trafic trouvent par ailleurs dans l'affaiblissement des structures de contrôle social et de solidarité de type traditionnel (famille élargie, lignage, chefferie ou cacique) un terrain propice à leur insertion. En Afrique de l'Ouest par exemple, les structures familiales de type élargi, confrontées à la croissance démographique, à l'appauvrissement des ressources et au tarissement des alternatives non agricoles, s'avèrent de moins en moins aptes à assurer l'intégration des nouvelles générations. La légitimité du pouvoir des aînés est remise en question et les cadets sociaux (chefs de familles nucléaires, jeunes célibataires) développent des stratégies d'insertion dans d'autres réseaux sociaux sur la base de relations individuelles de type clientéliste. Si cette évolution contribue à fragiliser les groupes sociaux en affaiblissant les réseaux de solidarité traditionnels, elle a également pour effet de favoriser l'individualisation des stratégies sociales (y compris au sein des ménages nucléaires) et de permettre l'adoption de comportements jugés déviants, qui seraient l'objet d'une sanction sociale dans le cadre des structures de contrôle de type traditionnel.

Les cultures illicites se développent d'autant plus rapidement qu'elles présentent généralement des caractéristiques comparables aux productions commerciales sur lesquelles reposaient antérieurement les économies paysannes (céréales, oléagineux, café, cacao) quant à leurs conditions d'articulation avec les marchés. En premier lieu, leur conservation est aisée sur de longues périodes, sans risque de dépréciation de la valeur commerciale, qu'il s'agisse de l'opium, des dérivés du

cannabis (marihuana, haschisch) ou des feuilles de coca. Leur commercialisation est ainsi possible en toute saison, sur les lieux de stockage ou de production, quels que soient les volumes proposés et à des prix fluctuant de façon modérée d'une saison à l'autre. D'autre part, dans les régions enclavées, les productions illicites peuvent se substituer aux céréales et aux autres semences commercialisées dans le cycle de l'usure, les avances en aliments et en outils faites par les intermédiaires du trafic étant remboursées sous forme de drogue (Vienne). Les drogues peuvent ainsi se convertir en moyen d'échange, même si, à la différence de la monnaie, leur circulation est rigoureusement orientée (Geffray). C'est le cas de l'opium dans le Nord de la Thaïlande (Vienne), de la cocaïne qui sert à payer les travailleurs boliviens du Chapare et à réaliser les transactions de biens volés à la frontière entre la Bolivie et le Brésil (Cortes, Geffray), ou de la marihuana qui est utilisée pour rémunérer les manœuvres au Ghana et en Côte-d'Ivoire (Léonard).

Pour les milieux d'affaires enfin, l'ouverture aux capitaux d'origine illicite peut apparaître comme un atout important dans la recherche de compétitivité, en particulier lorsque l'accès aux crédits bancaires s'avère restreint ou particulièrement onéreux. De la sorte, par le biais par exemple des traditions entrepreneuriales d'actionnariat direct, très répandues en Amérique latine, et en se substituant aux banques, les réseaux du trafic pénètrent les circuits de l'économie légale. Surtout, comme le met en évidence C. Geffray, le commerce de la drogue induit un changement qualitatif fondamental dans le fonctionnement de la sphère illégale : en intégrant la possibilité d'échanger des biens volés contre de la cocaïne, la marge illégale devient un secteur d'accumulation envisageable pour le capital. En effet, contrairement au cycle « classique » de conversion des richesses volées en argent, qui aboutit à une dévalorisation des biens considérés, leur échange contre de la cocaïne permet de démultiplier le facteur de valorisation des richesses. Ce changement a plusieurs implications : d'une part, les acteurs de la sphère illégale « tendent à agir comme des capitalistes, puisqu'ils assurent, dans l'illégalité, la totalité d'un cycle classique d'accumulation marchande » ; et d'autre part, « les capitalistes de la sphère légale peuvent être tentés, dans certaines conditions, d'investir une partie de leurs capitaux dans un tel cycle illégal, puisque du point de vue de la sphère légale, le bouclage du cycle complet permet d'obtenir [une valorisation de leur capital] ».

La perméabilité de nombreuses composantes de la société à l'intervention des trafiquants contraint enfin les États à définir leur attitude face au développement du trafic en fonction des contraintes de maintien de leur propre légitimité. En ce sens, la recomposition des États rentiers et des systèmes politiques de type clientéliste, provoquée par l'ouverture économique et la contraction des budgets publics, peut se traduire par la « tolérance négociée » des pouvoirs vis-à-vis des trafiquants. Cette tolérance se manifeste en premier lieu au niveau des liens unissant milieu politique et milieux entrepreneuriaux, mais elle prend un relief particulier à l'échelle des relais locaux du pouvoir central.

La dissolution des rentes de tout type autrefois centralisées par les États favorise l'autonomisation des pouvoirs locaux et des clientèles politiques de tout type (corporations syndicales, religieuses, associations culturelles, etc.) qu'ils finançaient auparavant. Elle permet aussi, nous l'avons vu, la formation d'une base sociale

pour des acteurs capables économiquement de se substituer à l'État – ou de recevoir délégation de sa part – dans les différentes charges sociales qu'il ne peut plus assumer. Dans cette perspective, les crises qui touchent de nombreuses régions du Sud constituent un support, non seulement à l'essor d'activités illicites, mais également à la constitution de structures organisées, capables d'assumer un certain nombre de fonctions de régulation sociale (création d'emplois, fourniture d'aides particulières et de services collectifs), de se créer une légitimité locale ou régionale et, sur cette base, d'interpénétrer les structures politico-administratives légales. En particulier, les pouvoirs locaux ou corporatifs, constituant les relais traditionnels des systèmes politiques de type clientéliste, vont être conduits à tisser des alliances avec ces nouvelles structures pour parer à l'érosion des rentes politiques et préserver les fondements de leur propre légitimité. De ce point de vue également, le narcotrafic peut s'ériger en amortisseur de la crise qui s'étend au système politique et menace la stabilité de certains États patrimonialistes [Rivelois, 1995].

Face à l'essor du narcotrafic et des contre-pouvoirs qui lui sont associés<sup>8</sup>, l'attitude de l'État va donc osciller entre la répression, souvent dictée par les partenaires dans le commerce international et les bailleurs de fonds, et les contraintes posées par le maintien de sa propre légitimité au niveau de régions ou de secteurs sociaux qui ont été relégués à la périphérie du développement national. Il se produit alors un double phénomène de militarisation et de tolérance négociée vis-à-vis des pouvoirs locaux, qui est évidemment source importante de corruption. Les politiques de répression menées par les États doivent dès lors être analysées en fonction des « alliances objectives » de tout type qui lient ceux-ci aux réseaux du trafic. En particulier, les campagnes d'éradication menées en Amérique latine et en Asie du Sud-Est ont montré que la répression « en surface » favorisait la sélection de structures capables d'y résister : en neutralisant les petits intervenants et les acteurs qui n'avaient pu négocier des alliances avec les institutions officielles, elles ont contribué à renforcer les structures de type mafieux et le contrôle que celles-ci opéraient sur la production et les producteurs.

La tolérance des États vis-à-vis du trafic est d'autant plus grande que celui-ci apparaît jouer un rôle important dans la stabilisation macroéconomique de pays menacés par l'hyper-inflation, les dévaluations en cascade et la fuite des capitaux, comme ce fut le cas en Amérique latine au cours des années quatre-vingt. C'est ainsi qu'au Pérou, en Colombie et en Bolivie, les amnisties fiscales et l'ouverture financière ont permis durant cette période d'éviter un tel enchaînement de maxi-dévaluations et d'hyper-inflation [Fonseca, 1992] : en Bolivie, au plus fort de l'ajustement structurel, « les capitaux illégaux ont été sans aucun doute un amortisseur à la crise sociale et économique. On estime à 600 millions de dollars la part des bénéfices rapatriés (annuellement), ce qui équivaut à l'ensemble des exportations légales » [*ibidem*].

Les relations entre narcotrafic, système politique et État constituent sans doute pour le chercheur, et pour des raisons évidentes, la plus difficile à étudier

---

8 Un exemple désormais bien connu est celui offert par les syndicats de producteurs de coca dans les régions amazoniennes de Bolivie et par leurs interventions dans le champ politico-électoral (voir les articles de Cortes et de Dory et Roux dans ce recueil).

des différentes dimensions du développement de l'économie de la drogue. Elles représentent également l'une des lacunes de ce recueil. Aucune des études présentées ici n'explore de façon directe ces relations et les logiques de pouvoir qui les sous-tendent, même si plusieurs d'entre elles (Cortes, Dory et Roux, Léonard, Vienne) font directement référence à l'attitude des pouvoirs publics vis-à-vis des politiques de répression et de substitution des cultures illicites.

### **Drogue, crise et développement : des liens complexes**

Au vu des considérations qui précèdent, le développement récent, à une très large échelle, de la production et du trafic de stupéfiants peut apparaître comme une réponse pertinente, à ses différents niveaux de mise en œuvre, aux crises que traversent des composantes diverses (de la base paysanne aux réseaux du pouvoir, en passant par les populations marginalisées des grands centres urbains – et même une fraction significative des classes moyennes<sup>9</sup> – et les milieux d'affaires) des sociétés déstabilisées par la contraction de l'État et par la dérégulation des marchés intérieurs.

Ce constat de la dimension globale du « phénomène drogue » dans certains pays conduit à s'interroger sur l'efficacité et même la validité des politiques d'éradication qui y sont menées. En Bolivie, la réduction des surfaces plantées de coca sur les piémonts amazoniens a eu un impact direct sur les conditions de vie et même les niveaux nutritionnels des communautés de l'altiplano qui, selon un principe multiséculaire, avaient étendu leurs stratégies d'exploitation des différents étages écologiques aux zones de culture de la coca [Cortes, 1995 et dans ce recueil]; en Thaïlande, la répression visant la production et la consommation d'opium s'est traduite par une explosion de l'usage d'héroïne et par des problèmes sociaux (l'extension de la toxicomanie à des classes d'âge plus jeunes, alors que la consommation d'opium était l'apanage des aînés) et de santé publique (une majeure toxico-dépendance) inconnus auparavant (Vienne). Si l'on ajoute à ces effets pervers les coûts de mise en œuvre des programmes officiels de substitution de cultures, tant au plan écologique (érosion des versants, assèchement des nappes phréatiques et pollution des cours d'eau liés à l'exploitation intensive des zones de montagne) [OGD, 1996 b] que socioéconomique (montant des investissements techniques et financiers à la charge des paysans, frais de stockage et de mise en marché, incapacité des cultures alternatives à se substituer aux productions illicites dans toutes leurs fonctions – intégration dans le cycle de l'usure, valeur d'échange, valeur d'usage médical ou rituel, voir les articles de Cortes et Vienne), l'échec constaté des politiques d'éradication s'inscrit dans la logique.

La superficie dédiée aux cultures illicites se maintient alors en se déplaçant (« Ce qui s'est passé dans le Chapare, ce n'est pas un développement alternatif, mais un développement parallèle », Cortes<sup>10</sup>) et l'existence d'une production mas-

---

9 Pour la ville d'Accra, Laniel [1995] décrit le développement de la consommation d'amphétamines et de cannabis au sein des couches moyennes urbaines laminées par plus de quinze ans de crise économique et politique.

10 Sur le développement alternatif en Bolivie, voir Brackelaire [1992], Mamani [1996] et Thoumi [1995].

sive de drogue se convertissent en un moyen de négocier un accès plus large et moins coûteux aux facteurs de développement (infrastructures de communication et agro-industrielles, crédits à taux bonifiés). Ce qui est vrai à l'échelle d'un pays, en ce qui concerne les relations entre les régions périphériques et le pouvoir central, l'est également au niveau international, comme le montrent les débats touchant aux évaluations officielles de surfaces cultivées, ou ceux qui agitent annuellement les milieux politiques et les chancelleries des pays producteurs à l'heure de l'octroi, par le gouvernement des États-Unis, de la « certification » de leurs politiques antidrogue et des paquets d'aide financière qui l'accompagnent (Castelli, Dory et Roux).

Dans des sociétés traversées par des courants de crise dont les composantes, matérielles ou non, s'expriment, souvent conjointement, à différents niveaux et dans différentes sphères de l'activité économique et sociale (reproductibilité agro-écologique des systèmes de production, maintien du lien social à l'échelle des groupes domestiques ou des collectivités locales, qu'elles soient rurales ou urbaines, pérennité des États clientélistes, compétitivité des entreprises), le trafic de drogue présente la spécificité de constituer une réponse globale, mais adaptée aux contextes à la fois locaux et microsociaux de ses différents champs de mise en œuvre. Ainsi, pour les économies de plantation d'Afrique de l'Ouest, « l'innovation cannabis apparaît comme la plus pertinente – et dans une certaine mesure la plus accessible – alternative de reconversion à l'issue du cycle cacaoyer pionnier, non seulement pour les exploitations paysannes [...], mais aussi pour les réseaux marchands et les élites administratives [...]. Ce qui est remarquable, c'est que cette diffusion se produit sans induire, apparemment, de transformation majeure de l'organisation économique et sociale. Tout se passe comme si l'innovation technique permettait de différer les innovations sociales et institutionnelles (au niveau des sociétés paysannes comme à celui de l'État) que l'achèvement du cycle pionnier semble imposer » (Léonard).

Cette spécificité n'induit pas nécessairement la mise en place des conditions d'un développement économique et social. Le trafic de drogue s'insère dans un système de relations sociales élargies en apportant une réponse adaptée aux blocages affectant les processus de développement en cours, mais sans réellement infléchir la nature de ces processus. En Thaïlande comme dans la plupart des pays concernés, l'essor du trafic d'opium, puis d'héroïne, « s'est effectué selon les lignes de force des réseaux de clientèle au travers desquels s'exerce, traditionnellement et *de facto*, le pouvoir économique et politique. [...] L'organisation hiérarchique et pyramidale des rapports de clientèle [...] induit une tendance à centraliser le trafic de stupéfiants et à l'inféoder à quelques groupes dominants » (Vienne). En d'autres termes, « les types d'organisation propres au narcosystème apparaissent comme un reflet « hypertrophié » des systèmes politiques fondés sur l'État clientéliste » [Rivelois, 1995]. Ce qui différencierait fondamentalement l'impact du narcotraffic d'un pays à l'autre serait la capacité des systèmes clientélistes en place à opérer comme supports du développement économique et social ou, *a contrario*, comme instruments de monopole des richesses et d'exclusion.

« Dans la mesure où le trafic de drogue se développe en prise avec les superstructures sociales existantes, il confirme la tendance à l'exclusion ou à l'intégration des processus de développement en cours » [Léonard, 1997]. En ce sens, et pour

justifier le titre et le cadrage général donnés à ce recueil, il est possible de parler de *reproduction*, non seulement des formations sociales qui s'engagent dans la sphère illicite, mais de l'ensemble du *système* social des pays concernés. Si, pour les planteurs de cacao ivoiriens ou, dans une certaine mesure, pour les communautés indiennes de l'altiplano bolivien, l'incorporation *transitoire* au trafic peut représenter une alternative de reproduction des mécanismes d'intégration des nouvelles générations et des processus d'accumulation que la saturation des terroirs rend aujourd'hui impossibles dans le cadre de l'économie légale, ce n'est pas le cas pour une majorité de producteurs d'Amérique latine et pour la plupart des « petites mains » et des sicaires employés par les *capos* de Rio de Janeiro (Brochier et Correia Coutinho).

Fréquemment, le trafic de drogue joue le rôle de soupape de sécurité vis-à-vis des tensions sociales qui menacent d'exploser, en même temps qu'il constitue un blocage à l'amorce de véritables processus de développement. Ainsi, en Colombie, « la pénétration du capital mafieux dans le secteur agricole a été une véritable contre-réforme agraire qui a modifié profondément la structure et la forme de la propriété de la terre » [Fonseca, 1992]. De même, dans le Tropique sec mexicain, le recyclage local des narcodollars, combiné à la valorisation marchande des terres les plus enclavées et escarpées, les plus propices à la culture du cannabis ou du pavot, s'est traduit par un phénomène d'inflation qui a affecté l'ensemble des moyens de production, sapé les bases légales de l'économie paysanne et accéléré les processus de marginalisation des petits producteurs et de concentration foncière par les oligarchies traditionnelles – qui occupent les fonctions d'intermédiaires et de commanditaires locaux du trafic [Cochet, 1990; Léonard, 1997]. Dans ce contexte particulier, le trafic de drogue est devenu la seule activité permettant la reproduction de la paysannerie minifundiste, mais en aucun cas il ne peut s'agir d'une reproduction élargie : sa diffusion repose sur les oligarchies locales et s'effectue selon les mécanismes de sujétion et d'extraction du surplus paysan qui caractérisent depuis des siècles le fonctionnement des économies régionales [*ibidem*].

D'une façon similaire, l'insertion du trafic dans les quartiers pauvres de Rio a des effets pour le moins contrastés : en même temps qu'il permet le rétablissement de certaines fonctions de régulation sociale dans des espaces abandonnés par les pouvoirs publics, il contribue à perpétuer l'ostracisme, la stigmatisation et le déclassement moral dont les populations des favelas sont traditionnellement l'objet et confirme de la sorte leur marginalisation sociale et économique (Brochier et Correia Coutinho).

### **Les défis posés aux chercheurs : la construction de nouveaux objets, l'exploration de nouvelles méthodes**

Même si la majorité des travaux présentés dans ce recueil sont le fruit d'une rencontre « circonstancielle » avec la problématique du trafic de drogue, dans le cadre d'une recherche de portée plus large, sa prise en compte et la collecte des informations ont requis la mise en œuvre d'une démarche et d'outils méthodologiques adaptés aux caractéristiques particulières de cet objet d'étude. En premier lieu, les difficultés qui se présentent au chercheur (nature illégale, occulte, des faits observés, caractère sensible des informations officielles, risques éthiques, risques de

manipulation, mais aussi, et ce n'est pas le moindre des problèmes, risques physiques) exigent de sa part une clarification quant à sa position et son statut. Comme le souligne C. Geffray, « le premier principe [...] consiste à présenter et revendiquer une identité claire. Ce qui suppose de présenter un projet clair et simple, qui soit le même pour tous les interlocuteurs avec lesquels nous sommes amenés à travailler. [...] Nous devons manifester la plus grande *réserve*. Nous ne pouvons avoir d'opinion, par exemple, sur la légitimité de la loi : la loi est la loi. Pas d'opinion bien entendu, sur la légitimité des institutions : il n'y a pas d'institution hors la loi » (annexe à l'article de C. Geffray sur les conditions d'accès à l'information).

En second lieu, ces mêmes difficultés imposent le recours à une méthodologie originale et l'identification d'indicateurs pertinents quant aux manifestations du narcotrafic dans les contextes locaux ou nationaux. Ce problème peut être partiellement levé dans le cadre d'analyses microsociales ou monographiques, du type de celles qui composent les deux premières parties de cet ouvrage, analyses qui reposent sur une forte insertion dans le milieu local, permettent l'établissement de relations de confiance entre le chercheur et ses interlocuteurs (en particulier quand ces informateurs ne sont pas partie prenante dans l'organisation illégale) et offrent des possibilités étendues quant à la collecte et la mise en cohérence d'informations éparses. En revanche, il se pose avec une acuité beaucoup plus grande lorsque les réseaux du trafic (qu'il s'agisse du commerce de la drogue ou du blanchiment de ses bénéficiaires), leur organisation interne et les relations qu'ils nourrissent avec la société légale constituent l'objet même de la recherche. La référence à des agrégats de type macroéconomique ou aux statistiques officielles est bien sûr insuffisante pour l'analyse qualitative de l'organisation de ces réseaux. Il apparaît par ailleurs évident que la méthodologie employée doit s'ajuster étroitement aux contextes nationaux et locaux d'insertion de ces réseaux. En ce sens, la construction d'un corpus méthodologique procède davantage d'une exploration par jalons successifs que de l'adscriptio à un champ théorique déterminé (voir Machado dans ce recueil).

Cet aspect explique sans doute en partie la surreprésentation, dans cet ouvrage, des cas latino-américains en général et de la filière coca-cocaïne en particulier (6 études sur les 8 présentées ici<sup>11</sup>). Cet état de fait est lié autant à l'ancienneté relative du trafic dans l'Arc andin (mais c'est une caractéristique que lui dispute, et de façon encore plus marquée, le Sud de l'Asie dans son ensemble) qu'à sa médiation par le biais de la « guerre à la drogue » décrétée par le gouvernement des États-Unis et de la primauté accordée à cette dernière dans la définition des politiques adoptées à l'égard du sous-continent latino-américain, non seulement par la première puissance mondiale, mais aussi par les organismes financiers multilatéraux (FMI et Banque mondiale). De telles conditions ont stimulé à la fois l'intérêt des chercheurs et la canalisation de crédits pour des études sur ce thème et dans

---

11 Un autre déséquilibre, au sein de l'espace géographique andin et de la filière coca-cocaïne cette fois, tient à la quasi-absence du Pérou et de la Colombie du cadre des études présentées (l'article de B. Castelli excepté), alors qu'il s'agit des premiers producteurs mondiaux de feuilles de coca et de chlorhydrate de cocaïne respectivement. Ces absences tendent à masquer l'existence d'une véritable intégration régionale au niveau de cette filière, sur la base d'une division territoriale du travail entre les différents pays de l'Arc andin (même si un pays comme la Bolivie a récemment intégré certaines des étapes de transformation de la feuille de coca, produite localement, en chlorhydrate de cocaïne)

cet espace géographique. La production de travaux consacrés à la filière coca-cocaïne, principalement en langue anglaise et espagnole (voir la bibliographie), a ensuite contribué à la constitution d'un corpus de connaissances qui a à la fois « banalisé » cet objet de recherche et posé des jalons permettant d'aller plus avant dans son analyse factuelle et théorique.

Il n'est donc pas surprenant que les travaux touchant aux problèmes de méthodes (articles de Castelli, Geffray et Machado), traitant de surcroît d'un thème particulièrement sensible de ce champ d'étude, celui de la circulation et du recyclage des produits du trafic, concernent la filière coca-cocaïne. Il est toutefois probable que les travaux nombreux et récents s'attachant à l'étude du commerce inter-États, légal et clandestin, en Afrique de l'Ouest déboucheront à court terme sur des analyses de l'organisation du trafic de drogue (lequel n'apparaît que comme l'une des composantes des contrebandes de tout type dont ce sous-continent est le théâtre) et de son articulation avec les réseaux marchands de type traditionnel.

### **Structure de l'ouvrage**

Les articles présentés ci-après ont été regroupés en trois parties, qui reflètent à grands traits les principales lignes de la réflexion amorcée ci-dessus. Les trois articles réunis dans la première partie (Dory et Roux, Vienne, Léonard) mettent en évidence, chacun à sa manière, la nécessité de situer la production et le trafic de drogue, en particulier en ce qui concerne leur articulation avec le marché international et les grandes phases d'expansion et de « globalisation » de ce dernier, dans l'histoire longue des pays, des régions et des sociétés étudiées, en référence aux processus de construction et aux politiques économiques des États concernés, et à la façon dont les régions et les sociétés locales aujourd'hui productrices de drogue leur ont été intégrées. La mise en perspective historique, d'une part, les emboîtements d'échelle – du niveau local au niveau régional, du régional au national, du national au supranational – que ces trois travaux exploitent, d'autre part, permettent de relier les expressions locales du trafic de drogue aux dimensions (géo)politiques de celui-ci, en même temps qu'ils offrent un aperçu des implications concrètes et potentielles, à l'échelle macrorégionale ou nationale, des politiques localisées d'éradication des cultures.

La deuxième partie (articles de Cortes et de Brochier et Correia Coutinho) illustre la pertinence et l'importance des travaux de type anthropologique, s'appuyant sur une insertion dans la durée et une analyse fine des processus sociaux, dans la compréhension des mécanismes d'insertion locale du narcotrafic et de son articulation avec l'économie des unités domestiques d'une part, avec les réseaux de sociabilité et de solidarité d'autre part. Ces deux travaux offrent par ailleurs des exemples de la façon dont les valeurs et les normes véhiculées par les trafiquants s'adaptent à, et infléchissent, les processus identitaires à l'œuvre dans les sociétés locales.

La troisième partie est consacrée à des travaux explorant de nouvelles pistes de recherche et de nouveaux outils méthodologiques. Les trois articles qui la composent s'attachent à l'analyse, à différents niveaux et par différentes entrées, de l'étape la plus sensible du processus de création de richesse et d'accumulation

par le narcotraffic : celle qui concerne la circulation de la marchandise illégale, sa conversion en valeur d'échange et son recyclage dans la sphère légale. Ils mettent en évidence le rôle des circuits clandestins dans la restructuration des territoires et la recomposition des hiérarchies spatiales (Machado), les ressorts économiques, liés à la nature particulière de la « marchandise-drogue », de l'imbrication entre sphères légale et illégale et les logiques capitalistes qui légitiment cette imbrication (Geffray), ainsi que les manifestations concrètes, dans le secteur particulier de la construction immobilière et en dépit des limites posées par « l'impossible vérification statistique », de ces logiques capitalistes ou, plus simplement, patrimoniales (Castelli). La nature « exploratoire » de ces travaux se prête à certaines approximations, voire des tâtonnements, qui pourront donner matière à ceux de nos collègues qui mettent en doute la possibilité, sinon la légitimité de telles recherches. Ces trois articles n'en posent pas moins, chacun à sa manière, des jalons de valeur dans la construction de prémisses scientifiques et l'exploration méthodologique des problèmes relatifs à l'organisation des réseaux clandestins.

#### BIBLIOGRAPHIE

##### *Travaux de référence en français*

- BRACKELAIRE V. [1992], « Coca, développement et coopération internationale en Bolivie », *Tiers Monde*, XXXIII (131) : 673-691.
- CARTIER-BRESSON J. [1992], « Éléments d'analyse pour une économie de la corruption », *Tiers Monde*, XXXIII (131) : 581-609.
- COCHET H. [1990], *Cannabis et Pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale (un exemple en Sierra Madre del Sur au Mexique)*, Observatoire géopolitique des drogues, 17 p., multigr.
- CORTES G. [1995], « Migrations temporaires au Chapare (Bolivie) et stratégies alimentaires », *Cahiers des sciences humaines*, 31 (4) : 951-967.
- FONSECA G. [1992], « Économie de la drogue : taille, caractéristiques et impact économique », *Tiers Monde*, XXXIII (131) : 489-516.
- FOTTORINO E. [1991], *La Piste blanche. L'Afrique sous l'emprise de la drogue*, Paris, Ballard, 175 p.
- HARDINGHAUS [1996], « La narcoéconomie », *Problèmes économiques*, 2455 : 12-20
- KOPP P. [1992], « La structuration de l'offre de drogue en réseaux », *Tiers Monde*, XXXIII (131) : 517-536.
- KOPP P. [1992], « Les analyses formelles du marché de la drogue », *Tiers Monde*, XXXIII (131) : 566-579.
- KOPP P. [1997], *L'Économie de la drogue*, Paris, La Découverte, Repères 213, 125 p.
- KOPP P., SCHIRAY M. [1994], « Les sciences sociales face à la drogue », *Futuribles*, 185 : 5-8.
- LABROUSSE A. [1988], « Économie politique de la coca-cocaïne », *Problèmes d'Amérique latine*, 62.
- LABROUSSE A. [1991], *La Drogue, l'Argent, les Armes*, Paris, Fayard, 485 p.
- LABROUSSE A. [1994], « Géopolitique de la drogue. Les contradictions des politiques de "guerre à la drogue" », *Futuribles*, 185 : 9-22.
- LABROUSSE A. [1996], « Les drogues dans le monde : la part du Sud », *Alternatives Sud*, III (1) : 13-24.
- LANIEL L. [1995], *Développement de la culture du cannabis et du trafic de marijuana au Ghana*, Paris, Observatoire géopolitique des drogues, 39 p., multigr.
- LASERNA R. [1995], « Bolivie : l'économie de la drogue », *Problèmes d'Amérique latine*, 18 : 83-100.
- LÉONARD É. [1997], « Crise et développement des cultures illicites au Mexique et en Côte-d'Ivoire », in J.-M. Gastellu, J.-Y. Marchal (éd.), *La Ruralité dans les pays du Sud à la fin du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Orstom, coll. Colloques et Séminaires : 301-31.
- MAMANI M. [1996], « Les ironies du développement alternatif en Bolivie », *Alternatives Sud*, III (1) : 37-60.

- OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES [1996 a], *Afrique de l'Ouest : étude de la production de drogues et du trafic local, en particulier de la culture de cannabis*, rapport à la Commission européenne (DG8).
- OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DES DROGUES [1996 b], *Atlas mondial des drogues*, Paris, Puf, 250 p.
- RIVELOIS J. [1995], « Les implications politiques du narcotrafic au Mexique », communication au séminaire *Rente, Travail, Pouvoir : recherches sur le paternalisme et le clientélisme contemporains*, Paris, EHESS-Orstom, 22 novembre, 37 p., multigr.
- SALAMA P. [1994], « Macroéconomie de la drogue dans les pays andins », *Futuribles*, 185 : 43-56.
- SCHIRAY M. [1994], « Les filières-stupéfiants : trois niveaux, cinq logiques ; les stratégies de survie et le monde des criminalités », *Futuribles*, 185 : 23-42.
- THOUMI F. [1995], « L'échec des politiques antidrogue », *Problèmes d'Amérique latine*, 18 : 3-20.
- UPRIMNY R. [1996], « Le narcotrafic comme forme particulière d'accumulation », *Alternatives Sud*, III (1) : 127-140.

*Travaux de référence sur la filière coca-cocaïne dans d'autres langues*

- ÁLVAREZ E. [1995], « Economic Development, Restructuring and the Illicit Drug Sector in Bolivia and Peru : Current Policies », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, XXXVII (3) : 125-49.
- BAGLEY B., WALKER W. (éd.) [1994], *Drug Trafficking in the Americas*, University of Miami North-South Center, 549 p.
- BLANES JIMÉNEZ J. [1989], « Cocaine, Informality and the Urban Economy in La Paz, Bolivia », in A. Portes, M. Castells, L. Benton (éd.), *The Informal Economy: Studies in Advanced and Less Developed Countries*, Baltimore and London, John Hopkins University Press : 135-49.
- BRITO D., INTRILIGATOR M. [1992], « Narco-traffic and Guerilla Warfare : a New Symbiosis », *Defence Economics*, 3 (4) : 263-74.
- GIUSTI J. [1991], « The Economic and Social Significance of Narcotics », *Cepal Review*, 0 (45) : 137-67.
- GREENFIELD H. [1993], *Invisible, Outlawed and Untaxed : America's Underground Economy*, Conn. and London, Greenwood, Westport, 137 p.
- MCCLINTOCK C. [1988], « The War on Drugs : the Peruvian Case », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, XXX (2-3).
- MELVIN M., LADMAN J. [1991], « Coca Dollars and the Dollarization of South America », *Journal of Money, Credit and Banking*, 23 (4) : 752-63.
- MOLINA P. [1995], *Illegal Drug Trafficking and Economic Development in Colombia*, Chicago, Ph. D., University of Illinois.
- MORALÈS E. [1986], « Coca and Cocaine Economy and Social Change in the Andes of Peru », *Economic Development and Cultural Change*, 35 (1) : 143-61.
- SAGE C. [1989], « Drugs and Economic Development in Latin America : a Study in the Political Economy of Cocaine in Bolivia », in P. Ward (éd.), *Corruption, Development and Inequality : Soft Touch or Hard Graft?*, London and New York, Routledge : 38-57.
- SANABRIA H. [1993], *The Coca Boom and Rural Social Change in Bolivia*, Ann Arbor-University of Michigan Press, 277 p.
- THOUMI F. [1994], *Economía política y narcotráfico*, Bogota, TM Editores, 339 p.
- WARD P. (éd.) [1989], *Corruption, Development and Inequality : Soft Touch or Hard Graft?*, London and New York, Routledge, 191 p.
- WEBB-CARTER D. [1989], « The Illicit Drug Trade », in V. Bulmer-Thomas (éd.), *Britain and Latin America : a Changing Relationship*, Cambridge, New York and Melbourne, Cambridge University Press-The Royal Institute of International Affairs : 186-202.
- WHYNES D. [1991], « Illicit Drug Production and Supply-Side Drugs Policy in Asia and South America », *Development and Change*, 22 (3) : 475-96.
- WHYNES D. [1992], « The Colombian Cocaine Trade and the War on Drugs », in A. Cohen, F. Gunter (éd.), *The Colombian Economy Issues of Trade and Development*, Oxford, Westview Press : 329-52.